



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

SAMEDI 19 JUIN - PARIS

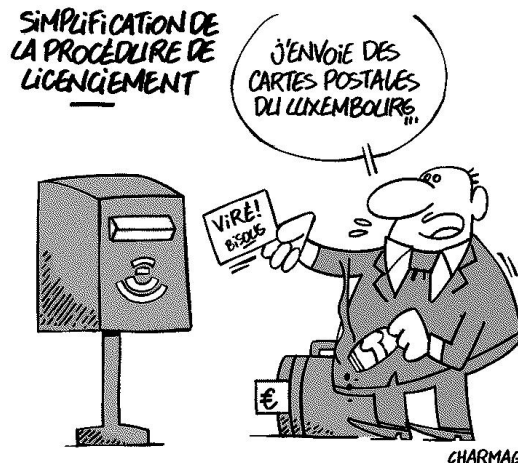
MANIFESTATION NATIONALE CONTRE LA RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE ET POUR L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 17 JUIN 2021

Interviewé par *France Inter* lundi matin, le président du MEDEF, Geoffroy Roux de Bézieux, a eu le culot d'affirmer qu'il ne pensait pas « *qu'on aura une augmentation massive du chômage* » et qu'il ne croyait pas « *à une vague de plans sociaux et de faillites* » !

Pourtant, pour la seule période de mars 2020 à juin 2021, le ministère du travail a recensé 1.000 plans de licenciements. Malgré les centaines de milliards de subventions versées par l'État aux entreprises, près de 800.000 emplois ont déjà été supprimés. Le taux de chômage atteint désormais 8,5%.

Chaque semaine, ce sont près de 1.000 nouveaux contrats de travail qui sont rompus. Automobile, aéronautique, grande distribution, restauration, services publics, éducation nationale... aucun secteur n'est épargné par l'offensive patronale et gouvernementale.



LE SECTEUR AUTOMOBILE PARTICULIÈREMENT TOUCHÉ

Depuis plus d'un an, les coups pleuvent sur les salariés de l'automobile. Sous prétexte de transition énergétique ou de Covid-19, les constructeurs déroulent leurs plans de restructuration dans le monde entier.

Après le rachat d'Opel, la fusion PSA-Fiat-Chrysler pour constituer le groupe Stellantis se traduit déjà par des réductions d'effectifs. Chez Renault, le plan d'économies de Senard et De Meo prévoit deux milliards d'économies d'ici 2022, avec 15.000 suppressions d'emplois dont 4.600 en France, sans compter les milliers d'intérimaires et salariés sous-traitants jetés comme des kleenex.

Si toutes les activités de fabrication, du montage en passant par la recherche et développement sont concernées, les fonderies sont en première ligne, en particulier celles dépendant de Renault, comme la Fonderie de Bretagne ou la SAM du bassin de Decazeville.

DES RÉSISTANCES QUI SE MULTIPLIENT

Face à cette offensive patronale, les salariés cherchent à résister. Les grèves dures se sont multipliées dans les fonderies, comme à la fonderie MBF aluminium de Saint-Claude dans le Jura, ou à la fonderie de Caudan en Bretagne.

A la Poste, une grève nationale a eu lieu le 18 mai dernier, pour la première fois depuis des années, contre les réorganisations destructrices. Dans la fonction publique territoriale, les personnels multiplient les grèves et rassemblements pour protester contre la loi de transformation de la fonction publique qui aboutirait au vol de nombreuses journées de congés des salariés. Le secteur de la culture s'est également massivement mobilisé contre la réforme de l'assurance chômage, avec près d'une centaine de théâtres occupés en avril dernier.

Mais si les résistances locales, secteur par secteur, sont un point de départ indispensable, la coordination de toutes ces mobilisations est devenu un objectif incontournable pour élever le rapport de force au niveau nécessaire pour briser ces attaques globales.

SAMEDI 19 JUIN A PARIS MANIFESTONS CONTRE LES LICENCIEMENTS ET LE CHÔMAGE

C'est ce qu'ont bien compris les salariés du groupe de voyage TUI, victimes d'un plan de licenciements d'une extrême brutalité, avec 600 licenciements sur 900 salariés. Dès le mois de janvier 2021, les travailleurs et travailleuses de TUI ont cherché à regrouper les secteurs en proie aux plans de licenciements et aux suppressions de postes, avec une première manifestation le 23 janvier dernier.

Samedi 19 juin, ils et elles appellent à nouveau à une manifestation nationale devant le MEDEF et Matignon, pour réclamer l'interdiction des licenciements et l'arrêt des suppressions de postes !

Avec la réduction du temps de travail sans perte de salaire, ce sont des objectifs vitaux pour notre camp social. Cette manifestation doit être l'occasion de regrouper nos colères, afin de frapper toutes et tous ensemble avec un objectif : stopper l'offensive patronale !

AUX ÉLECTIONS DE JUIN, DONNER UNE GIFLE « POLITIQUE » AU POUVOIR

La campagne électorale se déroule dans une indifférence quasi générale, loin des préoccupations quotidiennes de la majorité des gens : chômage, fins de mois difficiles, dettes de loyer, jeunes en panne d'avenir, mutuelle santé inabordable... une véritable « insécurité sociale » aggravée avec le Covid, alors que sous prétexte de sauver l'économie, c'est à dire le système capitaliste lui-même, l'État déboursait des centaines de milliards qui ont profité surtout aux plus grandes entreprises et à leurs actionnaires.

SANCTIONNER LE POUVOIR DANS LES URNES SANS CÉDER AUX SIRÈNES DE LA DROITE OU DE L'EXTRÊME DROITE

Il n'y a aucune illusion à se faire : ce n'est pas avec le bulletin de vote qu'on peut changer le monde. Mais au moment où Macron veut passer en force sur l'assurance-chômage et remet sur la table une nouvelle discussion sur les retraites, il n'est pourtant pas inutile d'infliger une bonne « claque » électorale à ce pouvoir au service du capital.

En même temps, ne nous laissons pas bernier par Marine Le Pen et ses clones. Avec le thème « Sécurité -Immigration » au cœur de leur campagne, ils et elles cherchent à monter les uns contre les autres les victimes de la crise et de la politique macroniste. Le racisme ne sert qu'à empêcher la colère sociale de s'en prendre au système capitaliste lui-même. Quoi qu'elle en dise, Marine Le Pen n'a rien d'« antisystème ». Pour se gagner les faveurs de la classe bourgeoise pro-système, elle a même carrément jeté à la poubelle le thème central qui les rebutait dans sa dernière campagne présidentielle de 2017: plus question aujourd'hui de sortir de l'Europe !

NON AUX SOLUTIONS DE REPLÂTRAGE DE « GAUCHE » AUX ÉLECTIONS RÉGIONALES VOTONS « LUTTE OUVRIÈRE »

Pour mettre fin à la misère, au chômage, aux inégalités, au racisme, aux guerres, aux oppressions en tous genres, et pour juguler le changement climatique, il faudrait s'attaquer à la racine du système qui les engendre. Seule une vraie révolution qui prive de leur pouvoir les propriétaires du capital pourrait ouvrir la voie à un tel changement.

Ce n'est évidemment pas l'orientation proposée par les partis qui se réclament de la gauche et de l'écologie. Plusieurs fois au gouvernement depuis 1981, ensemble ou séparément, ils ont montré que leur projet se limite à gérer le système, avec parfois une pincée de social.

En fin de compte, en l'absence de candidature NPA en Normandie, le seul vote utile pour exprimer nos colères et l'envie d'en finir avec le système sera le vote pour les candidat.e.s de Lutte Ouvrière.

ALGÉRIE : ÉLECTIONS BOYCOTTÉES POUVOIR DISCRÉDITÉ

Samedi dernier, des élections législatives se déroulaient en Algérie. Le résultat est sans appel. Seulement 30% des électeurs et électrices se sont déplacé.e.s pour aller voter. Une énorme claque pour le pouvoir.

Dans la foulée des énormes manifestations qui ont chassé l'ex-président Bouteflika, la population a signifié à nouveau, dans les urnes, ce qu'elle dit dans la rue avec le mouvement dit du « *Hirak* » : non au rafistolage du régime incarné par le président Tebboune et sa clique.

Même si le mouvement de protestation a perdu de son ampleur depuis le Covid, les manifestations continuent.

Au lieu des profonds changements attendus, le pouvoir s'est lancé dans une escalade répressive sans précédent qui n'a pas touché que le « *hirak* », mais tout le mouvement social : la grève des pompiers, des travailleurs de l'éducation, etc. Ils avaient peur qu'il y ait jonction entre mouvement populaire et mouvement social.

L'heure est à la construction d'un front anti-répression en défense des libertés. C'est ce que défend en Algérie un parti proche du NPA, le PST (Parti Socialiste des Travailleurs), lui-même menacé de dissolution.

UN 1er MINISTRE ISRAËLIEN ... DIGNE DE SON PRÉDÉCESSEUR

Naftali Bennet vient d'être désigné Premier ministre d'Israël. Il est inconnu du grand public, mais son palmarès mérite, lui, d'être mis en lumière.

Plusieurs fois ministre de Netanyahu, il dirige actuellement le parti nationaliste « Yamina » (la droite), après avoir été leader de la formation sioniste religieuse d'extrême droite « Le Foyer juif ».

C'est aussi un ancien dirigeant du Conseil de Yesha, une organisation de défense des intérêts des colons installés en territoires occupés.

Il s'était fait remarquer en 2014 alors que, ministre de l'Éducation nationale, il avait demandé aux établissements scolaires de ne pas accueillir les enfants dont les parents militaient dans des ONG ciblées par le gouvernement.

Et, en plus de tout cela, il est violemment anti-Palestinien. Bref un clone de Netanyahu.

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique